

GENÈSE ET MÉTAMORPHOSES DU MUNICIPALISME LIBERTAIRE AUX ÉTATS-UNIS : VERS UNE PREMIÈRE CONFÉDÉRATION DÉMOCRATIQUE NORD-AMÉRICAINE ?

Jonathan Durand-Folco et Sixtine van Outryve

La Découverte | « Mouvements »

2020/1 n° 101 | pages 131 à 141

ISSN 1291-6412

ISBN 9782348059087

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2020-1-page-131.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Genèse et métamorphoses du municipalisme libertaire aux États-Unis : vers une première confédération démocratique nord-américaine ?

Si la stratégie du « populisme de gauche » suscite une certaine attention médiatique et académique ces dernières années, la perspective du municipalisme incarne une voie alternative pour construire un projet de transformation sociale par en bas. L'expérience américaine de municipalisme libertaire a connu une accélération après l'élection de Donald Trump en 2016. En dépit des difficultés à constituer une fédération d'assemblées, elle constitue un réservoir unique pouvant nourrir l'imaginaire démocratique.

Dans un contexte historique marqué par l'explosion des inégalités sociales, la crise des gouvernements représentatifs, la montée des populismes autoritaires et l'urgence climatique, la construction d'une alternative globale n'a jamais été aussi nécessaire. Si la stratégie du « populisme de gauche » suscite une certaine attention médiatique et académique à travers le rôle d'intellectuels comme Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, et des figures politiques comme Pablo Iglesias, Jean-Luc Mélenchon, Bernie Sanders et Jeremy Corbyn¹, la perspective du municipalisme représente une voie alternative pour construire un projet de transformation sociale à partir de la base. Depuis quelques années, un certain engouement entourant la notion de « municipalisme », un mouvement faisant de la municipalité le cœur d'une transformation démocratique de la vie sociale, économique et politique, se manifeste dans différentes régions du monde².

Si les plateformes municipalistes qui ont conquis les principales villes d'Espagne lors des élections municipales de 2015 sont relativement bien

**PAR JONATHAN
DURAND-FOLCO
ET SIXTINE VAN
OUTRYVE***

1. C. MOUFFE, *Pour un populisme de gauche*, Albin Michel, Paris, 2018; C. MOUFFE, I. ERREJON, *Construire un peuple*, Cerf, Paris, 2017. E. LACLAU, *La raison populiste*, Seuil, Paris, 2007.

2. Pour une description plus détaillée de ce mouvement, ses principes et tensions, voir J. DURAND FOLCO, *À nous la ville ! Traité de municipalisme*, Écosociété, Montréal, 2017.

* Respectivement professeur à l'École d'innovation sociale Élisabeth-Bruyère de l'Université Saint-Paul et chercheuse à l'UC Louvain.

3. Pour en savoir plus sur les « mairies du changement » en Espagne, voir V. RUBIO-PUEYO, *Municipalism in Spain*, Rosa Luxemburg Stiftung, 2017, www.rosalux-nyc.org/municipalism-in-spain/. Voir aussi L. LAMANT, *Squatter le pouvoir. Les mairies rebelles d'Espagne*, Lux, Montréal, 2016.

4. Pour une biographie intellectuelle de Bookchin, voir J. BIEHL, *Ecology or Catastrophe : The Life of Murray Bookchin*, Oxford University Press, Oxford, 2015.

Les principes de démocratie directe et de justice sociale et climatique exigent une transformation radicale des institutions politiques, sociales et économiques.

documentées³, la situation aux États-Unis, le pays ayant donné naissance aux idées d'une forme bien particulière et radicale de municipalisme, le municipalisme libertaire, est moins connue. Or, nous assistons actuellement à une véritable ébullition du mouvement municipaliste nord-américain, qui essaie de s'organiser à l'échelle continentale. Dans le cadre de cet article, nous voudrions brosser un portrait de ce mouvement multiforme, en insistant particulièrement sur l'analyse du Congrès Symbiosis qui a tenté de jeter les bases d'une nouvelle confédération de groupes municipalistes unique en son genre.

● **L'émergence du municipalisme nord-américain**

L'idée que la commune soit le lieu de l'autogouvernement démocratique n'est pas nouvelle pour les mouvements sociaux radicaux en Amérique du Nord. Depuis des décennies, le philosophe et penseur social Murray Bookchin (1921-2006)⁴ a développé, théorisé et défendu la perspective du municipalisme libertaire, aussi nommée « communalisme » dans le sillage des événements révolutionnaires de la Commune de Paris de 1871. Le municipalisme libertaire constitue le pendant politique de l'écologie sociale, une approche selon laquelle les problèmes écologiques sont avant tout des problèmes sociaux, la domination de l'humain sur la nature découlant d'abord de l'idée de domination de l'humain sur l'humain. Dans cette perspective, les principes de démocratie directe et de justice sociale et climatique exigent une transformation radicale des institutions politiques, sociales et économiques.

Pour ce faire, le municipalisme libertaire propose que les affaires politiques et économiques soient gérées directement et en face-à-face par des assemblées populaires composées des résident.es du quartier, du village ou de la municipalité. Pour toutes les questions dépassant l'échelle locale, des délégués révocables dotés d'un mandat impératif formulé par les assemblées populaires se réunissent au sein d'une structure confédérale de conseils à l'échelle régionale,

nationale et transnationale. Selon cette théorie révolutionnaire, une telle confédération démocratique de communes libres pourrait prétendre ni plus ni moins à remplacer l'État et le capitalisme.

Depuis sa création en 1974 par Murray Bookchin, l'Institute for Social Ecology situé dans le Vermont contribue à diffuser les idées du municipalisme libertaire par l'éducation populaire et la mise en réseau d'écologistes sociaux et communalistes. Outre quelques expériences locales au Vermont avec les Burlington Greens qui ont participé aux élections municipales entre 1986 à 1990, il ne semble pas y avoir eu un grand écho des idées du municipalisme libertaire aux États-Unis avant les années 2000.

● De la contestation au double pouvoir

Depuis le contre-sommet de l'OMC à Seattle en 1999, l'essor du mouvement altermondialiste et Occupy Wall Street en 2011, la critique du capitalisme, les pratiques de démocratie directe, la création d'assemblées populaires et le refus de la représentation ont repris le devant de la scène au sein des mouvements sociaux américains. Or, le caractère éphémère de ces mobilisations et l'incapacité à institutionnaliser ces pratiques de démocratie directe posent la question de la viabilité d'institutions économiques et politiques alternatives sans changement radical

Le caractère éphémère de ces mobilisations pose la question de la viabilité d'institutions économiques et politiques alternatives sans changement radical des structures de pouvoir.

des structures de pouvoir. Pour contrer cette tendance, le municipalisme libertaire vise à développer des formes durables d'assemblées populaires et d'institutions radicalement démocratiques sur le long terme. Le but explicite de ce projet de société est de dépasser l'enfermement local, de solidariser et de coordonner les assemblées populaires par la construction d'une confédération (aussi nommée co-fédération ou fédération), suffisamment puissante pour défier le pouvoir de l'État et du capital.

À la base de cette stratégie de dépassement du capitalisme et de l'État se trouve le concept de double pouvoir (*dual power*). Cette notion, d'abord utilisée par Lénine pour décrire la situation révolutionnaire instable où la légitimité politique semble partagée entre deux instances (comme la Commune de Paris de 1871 et le gouvernement d'Adolphe Thiers, ou le Soviet de Petrograd et le gouvernement provisoire lors de la révolution russe de février 1917), a ensuite été théorisée par Murray Bookchin pour décrire une stratégie selon laquelle la confédération des communes libres contesterait puis remplacerait la souveraineté de l'État. Bien que le municipalisme libertaire soutienne, dans certaines conditions, la participation de groupes radicaux aux élections locales afin de lier les mandats politiques municipaux aux décisions de l'assemblée populaire⁵, l'objectif n'est pas de simplement mieux gérer l'administration municipale, mais bien de donner le pouvoir aux assemblées populaires décisionnelles basées sur la démocratie directe, et de rendre possible des alternatives économiques en opposition aux institutions existantes soumises aux logiques du capital⁶.

La notion de double pouvoir a été reprise et développée par une nouvelle génération de jeunes communalistes, à l'origine du collectif Symbiosis, qui en font le cœur de leur stratégie. Au-delà du simple pouvoir des communes et des assemblées locales, la construction d'un double pouvoir pourrait prendre forme par la fédération d'initiatives solidaires et de démocratie radicale comme les assemblées populaires communales, coopératives de travailleurs autogérées, conseils de quartier, *community land trusts*, systèmes alimentaires locaux, réseaux d'aide mutuelle et de

5. Sur ce sujet, voir S. VAN OUTRYVE D'YDEWALLE, « Becoming Mayor to Abolish the Position of Mayor ? Thinking the Line Between Reform and Revolution in a Communalist Perspective », *Unbound : Harvard Journal of the Legal Left*, vol. 12: 55, 2019, pp. 1-46.

6. M. BOOKCHIN, *Une société à refaire. Vers une écologie de la liberté*, Écosociété, Montréal, 2011. Pour une présentation pédagogique du municipalisme libertaire, voir J. BIEHL, *Le municipalisme libertaire, La politique de l'écologie sociale*, Écosociété, Montréal, 2013.

7. Voir J. M. COLÓN, M. HERSON-HORD, K. S. HORVATH, D. MARTINDALE ET M. PORGES, « Community, Democracy and Mutual Aid : Dual Power and Beyond », *The Next System Project*, 2017.

8. DSA inclut notamment un caucus socialiste libertaire faisant la promotion d'une stratégie de double pouvoir : DSA Libertarian Socialist Caucus, *Dual Power : A Strategy to Build Socialism in Our Time*, 31 décembre 2018.

9. K. AKUNO AND A. NANGWAYA, J. RISING, *The Struggle for Economic Democracy and Black Self-Determination in Jackson, Mississippi*, Montréal, Daraja Press, 2017.

10. New Afrikan People's Organization et Malcolm X Grassroots Movement, *The Jackson-Kush Plan : The Struggle for Black Self-Determination and Economic Democracy*.

11. Le Malcolm X Grassroots Movement et le New Afrikan Peoples' Organization.

solidarité, assemblées de locataires, collectifs d'éducation populaire, banques de temps, coopératives d'énergies renouvelables, cliniques communautaires, etc.⁷ L'idée est d'opérer une convergence entre économie sociale et solidaire, assemblées populaires locales, organisations communautaires, mouvements sociaux, et groupes affinitaires au sein d'un même mouvement municipaliste, à la fois pluriel et structuré.

Après l'élection de Donald Trump en 2016, la nécessité de créer une telle convergence des luttes et des alternatives solidaires se fait sentir plus que jamais. En outre, la résurgence des idées socialistes dans le sillage de la course à l'investiture de Bernie Sanders et la montée fulgurante du parti Democratic Socialists of America (DSA)⁸ ouvrent une réelle fenêtre d'opportunité pour le renouvellement de la gauche radicale aux États-Unis. Dans ce contexte d'effervescence sociale où se multiplient les luttes anti-racistes, féministes, écologistes, LGBTQ+ et indigènes, qui doivent affronter le populisme autoritaire de Trump et la montée de l'Alt-Right, nous assistons à l'émergence, la croissance et la radicalisation de certaines organisations et mouvements locaux.

● Des mouvements municipalistes aux États-Unis : du Sud au Pacific Northwest

Parmi les nombreux mouvements d'inspiration municipaliste aux États-Unis, deux expériences se démarquent du lot par leur façon d'articuler les idéaux de démocratie directe et d'autodétermination à leurs conditions particulières.

Dans le Sud des États-Unis, la ville de Jackson au Mississippi est un site d'expérimentation éco-socialiste et municipaliste. Capitale démocrate d'un État républicain, avec une population composée à 85 % d'Afro-Américains, cette ville a été choisie de manière stratégique afin de mener la lutte pour l'autodétermination noire et le socialisme. Depuis la période de l'esclavage, le capitalisme, le racisme et le colonialisme ont joint leurs forces afin de rendre la classe travailleuse noire « disponible » (d'abord comme force de travail esclavagisée et exploitée, aujourd'hui comme une force de travail surnuméraire sans accès à des emplois stables et à des conditions de vie décentes) et d'empêcher son accès aux moyens de production. En dépit de l'accès des Afro-Américains aux institutions politiques après le mouvement pour les droits civiques dans les années 1960, l'accès au pouvoir économique et la réalisation de la démocratie économique est loin d'être achevée. Cette analyse⁹ est à la base du Jackson-Kush Plan¹⁰, une stratégie élaborée par des organisations du mouvement de libération noire¹¹ pour permettre l'autodétermination de la classe ouvrière noire.

Basée sur le principe que l'autodétermination politique n'est pas possible sans autodétermination économique; le but du Jackson-Kush Plan est donc de construire un pouvoir autonome afin de réaliser ces deux idéaux. Trois piliers se renforçant mutuellement constituent le cœur du plan : 1) construire des assemblées populaires comme véhicules de l'autorité politique autonome des opprimés ; 2) construire un réseau de candidats politiques progressistes pour gagner les élections municipales ;

3) construire une économie sociale et solidaire comme une étape transitoire vers le socialisme.

Dans la pratique, les assemblées populaires – la première partie du plan – ont été organisées à Jackson pour s'engager dans des projets autonomes afin de répondre aux problèmes de la communauté, de mener des campagnes stratégiques pour mettre la pression sur le pouvoir politique et économique, et pour créer une culture de démocratie directe. Ainsi, les assemblées populaires ont donné le mandat à Chokwe Lumumba, un avocat de la communauté et ancien Vice-Président du gouvernement provi-

En dépit de l'accès des Afro-Américains aux institutions politiques, l'accès au pouvoir économique et la réalisation de la démocratie économique est loin d'être achevée.

soire de la « Republic of New Afrika », de se présenter comme maire – la seconde partie du plan – et ont organisé sa campagne électorale. Après des campagnes réussies, Lumumba a été élu comme conseiller communal en 2009, et comme maire de Jackson en 2013. Malheureusement, il meurt après sept mois de mandat le 25 février 2014. Cet évènement dramatique fut un coup brutal pour le mouvement et empêcha son accès au pouvoir municipal et donc aux ressources légales, politiques et financières de la ville, utiles à la réalisation de la troisième partie du plan : créer les bases pour une économie sociale et solidaire. Ce projet est ce qui anime désormais Cooperation Jackson dont le but est de démocratiser l'économie en rendant possible le contrôle de la population sur ses conditions de vie, en donnant accès aux moyens de production à la classe travailleuse noire et en répondant aux besoins de la communauté. Ce mouvement ambitionne de réaliser ce projet via une fédération de coopératives de travailleurs et travailleuses, opérant à la fois comme incubateur de coopératives, comme structure permettant leur solidarité administrative, financière et matérielle, et comme moyen d'éducation politique, ainsi qu'à travers un Community Land Trust sous la forme d'éco-village.

De l'autre côté du pays, dans la région du Pacific Northwest (États de Washington et d'Oregon), des militant.es de Seattle, Olympia et Portland ont vu dans le municipalisme libertaire une forme idéale pour lutter contre le capitalisme et l'État sous Trump. Au lendemain des élections, des groupes locaux organisent une « *community response to Trump* » et ce afin de décider en assemblée du plan d'action pour protéger leur communauté face aux menaces de l'extrême droite, du capitalisme sauvage et de la répression que cette nouvelle présidence annonçait. À Seattle, après une première assemblée populaire rassemblant plus d'un millier de personnes, le mouvement appelé Seattle Neighborhood Action Coalition (SNAC) décide de se structurer en assemblées locales dans chacun des sept districts de la ville, et ce sous l'impulsion de plusieurs communalistes dans la coordination. Basées sur les principes d'action directe, ces assemblées locales organisent des actions pour s'attaquer aux problèmes de la

communauté, créer un réseau de solidarité et d'aide mutuelle et obtenir des victoires sur la politique de la ville. Afin de coordonner ses actions, le mouvement s'est structuré par des réunions régulières « confédérales » du conseil des délégué.es de chacun de ces districts – réunions enregistrées et accessibles aux groupes locaux pour surveiller leurs délégué.es mandaté.es. Seattle étant le siège principal de multinationales comme Amazon ou Microsoft qui ne paient presque aucune taxe à la ville tout en étant responsables d'une augmentation phénoménale du prix du logement, la ville fait l'objet d'un processus de gentrification rapide créant une des plus grandes communautés de personnes sans-abri du pays, et plaçant la classe travailleuse dans une précarité extrême. SNAC tente de répondre aux besoins de la communauté par des actions de solidarité matérielle avec les personnes sans-abri, là où L'État a failli en permettant à la logique capitaliste de prospérer tout en organisant la criminalisation des sans-abri. En outre, le mouvement participe à une action massive de démocratie directe combative pour forcer le conseil municipal à adopter une taxe progressive sur le revenu afin d'utiliser ces ressources pour s'attaquer au problème de l'accessibilité du logement. Chaque district organise alors une assemblée populaire afin de mettre la pression séparément sur son membre du conseil municipal pour qu'il ou elle vote pour ce texte. Répondant à cette pression populaire coordonnée, le conseil municipal adopte la taxe. Malgré ce genre de victoires (nuancée par le fait que cette taxe est attaquée devant la Cour suprême de L'État de Washington), le mouvement s'est dissous, notamment du fait d'une perte d'énergie.

C'est à Olympia, à une heure de route de Seattle que le municipalisme libertaire a pris des racines plus profondes et durables. Peu après Seattle, des communalistes ont lancé un mouvement appelé Olympia Assembly dont le but est de rendre possible l'autogouvernement de la commune par ses résident.es. Olympia Assembly organise des assemblées régulières afin de rassembler les résident.es d'Olympia, avec et sans abri, afin d'identifier collectivement les problèmes de la communauté et d'y apporter des solutions radicales. Basée sur des principes d'unité comme la démocratie directe et horizontale, la non-hiérarchie, l'action directe, la solidarité, l'aide mutuelle, l'émancipation collective et l'écologie, l'assemblée est le lieu de naissance et de coordination de nombreuses actions initiées par ses membres afin de répondre aux besoins sociaux de la ville. Parmi ces projets collectifs, l'on trouve la création du réseau de solidarité Olympia Solidarity Network utilisant des techniques d'action directe pour défendre les travailleur.euses et locataires contre les abus de leurs patrons et propriétaires, l'organisation de campagnes contre les agences de sécurité privée qui harcèlent et violentent les personnes sans-abri dans le centre-ville, de campagnes de désinvestissement de ICE (agence pour l'immigration responsable de l'enfermement, de la maltraitance et de la mort de nombreuses personnes migrantes aux États-Unis), la confrontation du conseil municipal sur certaines politiques par des actions directes, l'organisation régulière de groupes de lecture pour s'éduquer politiquement... Adaptant les principes d'auto-organisation du municipalisme libertaire aux luttes

locales, tout en éduquant les gens à se rencontrer, s'écouter, débattre et prendre des décisions collectivement au sein de l'assemblée, Olympia Assembly est en train de créer une communauté locale révolutionnaire à la fois combative des oppressions qu'elle souhaite éradiquer et créatrice des formes d'auto-organisation collective qu'elle désire faire advenir¹².

Quant à Portland, la ville a elle aussi vu les militant.es s'organiser selon les principes communalistes à la suite de l'élection de Trump, et ce avec la création de Portland Assembly. À travers l'organisation d'assemblées populaires rassemblant des centaines de personnes et l'organisation d'une douzaine de « *Neighborhood Action Councils* » pour répondre aux besoins du quartier, le but de ce collectif était de créer un double pouvoir entre ces associations de quartier et la ville, pour pouvoir un jour abolir le conseil municipal et utiliser l'administration existante pour en créer un nouveau composé de délégué.es révocables issu.es de chaque assemblée de quartier. Cette stratégie s'ancre dans l'histoire bien spécifique de Portland qui a été le théâtre de luttes ayant abouti à la création d'associations de quartier consacrées par la charte municipale et permettant un contrôle démocratique de la ville dans les années 1970. Voulant utiliser ces associations – qui étaient depuis tombées aux mains de la bourgeoisie blanche locale pour faire avancer leurs intérêts NIMBY (« Not In My BackYard ») – à des fins socialistes, démocratiques et antiracistes, Portland Assembly s'est donc consacré à y faire élire ses membres, et à tenter de changer les choses en utilisant les institutions existantes. Cependant, du fait de tensions internes et de perte d'énergie dans la défense de la ville face aux attaques de groupes fascistes environnant ainsi que dans des poursuites juridiques, le collectif Portland Assembly est aujourd'hui démobilisé. Tirant les leçons de leur expérience, des militant.es de ce groupe ont toutefois poursuivi leur projet municipaliste via la création d'un nouveau collectif appelé Symbiosis PDX (chapitre local du collectif Symbiosis dont nous allons parler plus bas). Ce collectif consacre désormais ses efforts non plus à organiser une assemblée populaire englobante pour toute la ville, mais à créer des alliances stratégiques entre organisations émancipatrices, créer des espaces communaux, construire une culture de résistance et de démocratie directe, et un mouvement de masse avec une orientation municipaliste révolutionnaire par l'éducation politique et des actions de solidarité.

● La création d'une Confédération de mouvements municipalistes¹³

Dans le contexte post-Trump, la création d'une convergence des mouvements orientés vers le municipalisme et le socialisme, à la fois

Olympia Assembly est en train de créer une communauté locale révolutionnaire à la fois combative des oppressions qu'elle souhaite éradiquer et créatrice des formes d'auto-organisation collective qu'elle désire faire advenir.

12. Pour une auto-présentation et une auto-critique du mouvement, voir « Reflections on Olympia Assembly : An Experiment in Popular Power », <http://social-ecology.org/wp/2018/12/reflections-on-olympia-assembly-an-experiment-in-popular-power/>

13. Certaines sections de cet article sont la traduction d'un texte en anglais des mêmes auteurs qui ont fait un bilan du Congrès Symbiosis, pour l'Observatoire municipaliste Minim : Jonathan Durand Folco et Sixtine van Outryve, « Symbiosis : federating municipalist movements in North America for real democracy », *Minim*, Octobre 2019.

14. Lien officiel du premier Congrès de Symbiosis : www.symbiosis-revolution.org/2019-congress/

15. Congress of Municipal Movements, *We Are Assembling a Movement for Real Democracy in Every Community*, www.symbiosis-revolution.org/launch.

Dans le contexte post-Trump, la création d'une convergence des mouvements orientés vers le municipalisme et le socialisme, à la fois nouveaux et plus anciens, est devenue une priorité.

nouveaux et plus anciens, est devenue une priorité. C'est dans cette perspective que, suite à l'université d'été organisée par l'Institute for Social Ecology en 2017, des communalistes ont décidé de donner vie à cette stratégie en créant Symbiosis, un collectif dédié à la structuration d'une confédération en Amérique du Nord. Pendant plus de deux ans, les membres de Symbiosis ont dédié beaucoup de temps et d'énergie à l'organisation d'un Congrès de mouvements municipaux¹⁴, avec l'intention explicite de créer un véhicule révolutionnaire pour fédérer les différents efforts municipalistes. Divers mécanismes tels une conférence de préparation participative, des « *town hall meetings* » en ligne et des référendums réguliers, ont été organisés pour donner l'opportunité aux organisations membres de participer à la mise en forme du Congrès.

Dans la perspective de lancer « une confédération continentale de mouvements locaux construisant un double pouvoir à travers la démocratie radicale »¹⁵, l'idée était de rassembler des délégué.es de groupes locaux, d'assemblées et de mouvements sociaux municipalistes en Amérique du Nord du 18 au 22 septembre 2019 à Détroit, et ce afin qu'ils et elles créent la structure qui fédérera leurs collectifs respectifs. Des 125 personnes ayant participé au Congrès, la moitié était des délégué.es de quarante organisations. Outre les délégué.es de Symbiosis, les organisations membres comprennent, entre autres, Cooperation Jackson, Cooperation Northfield, Olympia Assembly, Carbondale Spring, les chapitres locaux de

Symbiosis (Montréal, New York et Portland), ou encore La Asamblea de Pueblos del Istmo en Defensa de la Tierra y el Territorio (Oaxaca). Plus de vingt-et-une villes, de seize États et de trois pays (Mexique, États-Unis et Canada) étaient ainsi représentés. Un système méticuleux d'allocation de délégué.e.s basé sur le nombre de leurs membres respectifs a permis d'équilibrer la représentativité de chaque groupe.

D'autres organisations étaient présentes en tant que partenaires, comme par exemple l'Institute for Social Ecology (Vermont), Demand Utopia, Black Socialists of America, DegrowUS et Democratic Socialists of America – Libertarian Socialist Caucus (DSA-LSC).

Un trait marquant de ce réseau de militant.es et d'organisations est la grande variété de fonctions, buts et activités politiques dans lesquelles ils et elles sont impliqués : démocratie locale, solidarité, justice alimentaire, logement, énergie, économie sociale et solidaire, éducation, écologie, santé, travail, média, etc. Ce qui lie ces groupes entre eux est la lutte pour la démocratie réelle et radicale, la nécessité de s'organiser au-delà du local, et une volonté de créer une large force collective et populaire fondée sur des valeurs communes.

● Le défi des « principes d'unité »

Dans l'ensemble, la plupart des personnes présentes aux Congrès partagent un engagement envers le municipalisme, la démocratie directe et l'autodétermination, ainsi qu'une opposition à l'État, au capitalisme et aux autres systèmes de domination (racisme, colonialisme, patriarcat, etc.). Par contraste avec le « municipalisme européen » incarné par les « villes rebelles » espagnoles comme Barcelone, qui sont davantage orientées vers la politique électorale et le changement social de l'intérieur des institutions, le « municipalisme nord-américain » repose principalement sur une stratégie de double pouvoir en dehors des institutions étatiques, avec une sensibilité anarchiste plus proche de la version du municipalisme libertaire de Bookchin. Cette grande variété d'organisations, expériences personnelles, formations politiques et spécificités idéologiques de chacun.e rend cependant difficile la formation d'une stratégie révolutionnaire partagée. Il n'en demeure pas moins que l'ouverture d'esprit à la pluralité idéologique de tou.tes les délégué.es a permis la mise en place d'un espace de discussion au-delà des « bookchinistes » et des anarchistes.

Le « municipalisme nord-américain » repose principalement sur une stratégie de double pouvoir en dehors des institutions étatiques.

Afin de dépasser la division traditionnelle de la gauche autour de clivages idéologiques, il a d'abord été proposé de se mettre d'accord sur des « principes d'unité » suffisamment larges, qui seraient élaborés collectivement, discutés en groupes de travail et adoptés formellement en assemblée. Cependant, le temps limité donné par l'agenda du Congrès a créé un problème : les délégué.es n'ont pas tou.tes eu le temps de penser et de proposer leurs propres principes d'unité, et encore moins de lire, discuter et amender les propositions provenant des autres organisations.

Plusieurs frustrations ont été exprimées par celles et ceux qui voulaient davantage de temps pour se rencontrer, échanger, débattre et trouver un accord à travers un processus de consensus, plutôt que de décider à travers des votes et chercher l'efficacité via des procédures formelles adoptées en début d'assemblée. À la fin du Congrès, les principes d'unité n'ont pas été formellement adoptés, mais une « prise de température » de l'assemblée a permis d'établir que la majorité des délégué.es étaient d'accord avec les principes suivants : démocratie directe et participative, anti-hiérarchie et anti-oppression, économie communale et coopérative, aide mutuelle, écologie, double pouvoir, autogestion communale et confédération (que les participant.es ont préféré appeler fédération) et unité dans la diversité. Finalement, l'assemblée a proposé de déléguer la tâche de créer une proposition de principes d'unité à un groupe de travail, afin que toutes les organisations membres de la fédération puissent les voter.

L'incapacité de trouver un consensus clair sur les principes d'unité à travers des procédures formelles pendant le Congrès révèle un problème

plus profond issu des tensions suscitées par la création démocratique d'une nouvelle organisation. En effet, comment se mettre d'accord collectivement sur des principes communs avec un groupe large et divers de personnes qui ne se connaissent pas et qui n'ont pas eu le temps de discuter des raisons pour lesquelles ils et elles voulaient une fédération ? Comment prendre des décisions de manière collective sur une structure à travers des procédures formelles que tout le monde n'approuve pas, et ce avant même que cette structure n'existe ?

● Le problème de la poule et de l'œuf

Ce paradoxe principal à la base de la création d'une fédération a été anticipé par l'équipe organisatrice avant le Congrès et appelé « le problème de la poule et de l'œuf ». D'un côté, celle-ci a voulu construire une fédération de groupes locaux en leur permettant de déterminer le sens, les buts et la forme organisationnelle de celle-ci. Mais d'un autre côté, l'équipe organisatrice devait venir avec une proposition de travail sur la fédération suffisante pour permettre aux organisations locales de la rejoindre. Cette tension se fit sentir dès la première assemblée au cours de laquelle de nombreux.ses délégué.es, frustré.es par le processus, le rythme des discussions et les procédures de vote, prirent l'initiative de réorganiser l'entièreté de l'agenda du Congrès et de changer le processus de prise de décision jugé trop formel.

Ainsi, un désaccord sur la notion-même de démocratie fut exprimé pendant les premières assemblées. D'un côté, plusieurs personnes ont fait part de leur besoin de donner davantage d'espace à des délibérations inclusives, pour apprendre à se connaître, pour « vivre » la démocratie plutôt que d'en créer les structures. Comme l'a théorisé un délégué

de Carbondale Spring après le Congrès dans un texte intitulé « De l'œuf et de la poule », cette appréhension « relationnelle » de la démocratie, impliquant un sentiment partagé de reconnaissance mutuelle et d'égalité entre des personnes essayant de façonner un monde commun, était en conflit avec une vision plus formelle et procédurale de la démocratie.

Comment prendre des décisions de manière collective sur une structure à travers des procédures formelles que tout le monde n'approuve pas, et ce avant même que cette structure n'existe ?

Animés par le besoin de créer une base formelle pour la fédération d'ici la fin du Congrès, plusieurs personnes ont privilégié l'efficacité des processus, un ordre du jour clair et réaliste, afin de parvenir à un accord sur des objectifs et valeurs communes, la structure organisationnelle et la procédure de prise de décision.

En bref, les personnes participant au Congrès ont vécu une contradiction entre deux impératifs : la nécessité de bien faire les choses (principe d'inclusion démocratique), et celle de faire les choses tout court afin de construire une fédération (principe d'efficacité). Aucune proposition

importante ne fut adoptée par l'assemblée, et pendant un moment, il y eut une crainte partagée que le Congrès puisse ne pas atteindre son objectif de lancer une fédération. Heureusement, un changement soudain de format de l'assemblée fit toute la différence en répondant aux frustrations des participant.es.

Le dernier soir avant la fin du Congrès, une assemblée supplémentaire fut organisée. La déléguée d'Athens for Everyone facilita un « *spokes-council* » avec les rapporteur.trices des groupes de travail et une assemblée en cercle où tout le monde eut l'opportunité d'exprimer ses sentiments, ses peurs, ses espoirs et ses attentes vis-à-vis du Congrès. Inventé au début des années 2000 par des groupes affinitaires, organisations et mouvements sociaux aux États-Unis, le *spokescouncil* est une méthode de prise de décision par consensus utilisée pour des groupes composés de plusieurs centaines voire des milliers de participants. Ce modèle organisationnel repose sur des petits groupes de travail appelés à nommer des délégués (*spokes*) qui se réunissent en cercle au milieu d'une assemblée en format « *fish-bowl* » (« bocal »). L'objectif est de permettre au conseil des délégué.es de restituer le contenu des délibérations de chaque cercle et de prendre de nouvelles décisions par consensus au vu de l'ensemble des participant.es qui peuvent écouter les discussions des délégué.es¹⁶. Suite à cela, la dynamique de groupe changea drastiquement, créant un « moment de résonance »¹⁷, une expérience partagée de sagesse collective, comme si le nouveau cadre de la conversation avait changé la nature de la relation entre les participant.es et leur relation au projet collectif.

● Le résultat du Congrès : les débuts d'une fédération

Le modèle de *spokescouncil* fut perçu comme tellement efficace que l'assemblée suivante du dimanche décida de se débarrasser des règles formelles et « parlementaires » de procédures, et d'adopter la forme du *spokes-council* pour l'organisation de la dernière assemblée ainsi que pour la structure-même de la fédération. Ainsi organisée en plusieurs cercles – le premier composé de personnes rapportrices de leur groupes de travail sur différents thèmes, le second de délégué.es et le troisième des observateur.trices – et consacrant du temps pour les commentaires et questions sur chaque proposition des groupes de travail, la dernière assemblée fut à la fois démocratique et efficace dans la coordination du travail produit pendant tout le Congrès. Le résultat fut la création de plusieurs groupes chargés de poursuivre le travail commencé pendant le Congrès malgré la distance géographique. Leur objectif est de formuler des propositions qui seront ensuite soumises au vote des organisations locales.

Au-delà de ces résultats tangibles pour la création d'une fédération, matérialisés dans la volonté d'organiser un autre Congrès, cette première expérience d'auto-organisation confédérale a permis de créer un espace pour que les délégué.es d'organisations doté.es de divers bagages idéologiques et stratégiques se rencontrent, pensent ensemble, et collaborent afin de créer un véhicule révolutionnaire – à savoir les bases d'une vraie fédération municipaliste. ●

16. Pour une description détaillée de cette méthode de démocratie directe radicale, voir : <https://seedsforchange.org.uk/spokescouncil>.

17. Le concept de résonance désigne une relation au monde où les sujets se sentent « touchés » et « émus » par quelque chose à laquelle ils répondent en retour. Il s'agit d'une expérience sensible, tributaire d'un élément d'indisponibilité, de résistance et de non-maîtrise, dans laquelle le sujet et le monde se transforment mutuellement. Pour une analyse développée de cette notion, lire H. Rosa, *Résonance. Une sociologie de la relation au monde*, La Découverte, Paris, 2018.